TADJIKISTAN

Dans la lignée d'autres nations d'Asie Centrale, le Tadjikistan est devenu plus répressif, laissant présumer que la situation des chrétiens continuera à se détériorer.

Dirigeant	Président Emomalii Rahmon
Population	8,8 millions
Nombre de Chrétiens	62 200
Religion principale	Islam
Gouvernement	République

CONTEXTE

Alors que le pays a connu une large liberté religieuse après son indépendance en 1991, le régime a intensifié ses efforts depuis 2009 pour contrer l'influence religieuse croissante. Si l'islam est particulièrement visé, les lois restrictives ont aussi une forte incidence sur la communauté chrétienne. Dans sa globalité, la persécution envers les chrétiens du Tadjikistan provient des autorités. Elle s'exerce à différents niveaux, allant des lois restrictives imposées par le gouvernement central aux descentes de police, en passant par la confiscation de matériel et l'arrestation des chrétiens.

L'État met une forte pression sur les chrétiens, considérés comme un groupe social « non conforme ». Les lois sont strictement appliquées, mais certains vides juridiques demeurent, notamment sur la place des enfants et des jeunes dans les églises.

SITUATION DES CHRÉTIENS

Toutes les communautés chrétiennes sont touchées par la persécution, bien que l'Église russe orthodoxe soit moins concernée car elle a peu de contacts avec la population.

L'environnement islamique (famille et communauté) constitue une sérieuse source de persécution. Des chrétiennes d'arrière-plan musulman ont notamment subi un mariage forcé, un viol ou ont été frappées en raison de leur foi.

EXEMPLES DE PERSÉCUTION

22 juin 2017 - Le pasteur Bahrom Kholmatov (42 ans) a été condamné à trois ans de prison ferme pour « extrémisme et incitation à la haine religieuse » en raison des fausses accusations dont il a été victime. Il avait été arrêté le 10 avril à Khujand.

11 juin 2017 - Des agents du renseignement se sont introduits dans une église baptiste de la capitale Douchambé. Ils ont filmé l'assemblée et ont recueilli des détails personnels avant de menacer les membres de poursuites judiciaires.